

Il y a 20 ans, la chute de Mobutu

@rib News, 16/05/2017 - Source Belga La République démocratique du Congo (RDC) célèbre mardi et mercredi, mais sans commémoration particulière, le 20e anniversaire de la chute du dictateur Mobutu Sese Seko (photo, au temps de sa gloire) et l'arrivée au pouvoir du rebelle Laurent-Désiré Kabila, le père de l'actuel chef de l'État, accusé par l'opposition de vouloir se maintenir au pouvoir à tout prix. Depuis 2002, ce double anniversaire ne donne en principe plus lieu à aucune cérémonie officielle en RDC, bien qu'il marque un changement radical dans l'histoire de l'ex-Zaïre, avec la fin du long - et contesté - règne du maréchal Mobutu, entamé dès 1965.

C'est en effet le samedi 17 mai 1997 que les troupes de l'Alliance des Forces démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila sont entrées dans Kinshasa, sous les vivats de la population massée le long des grandes avenues. Le "vieux Léopard" venait pour sa part de fuir le pays pour se réfugier au Maroc, où il allait décrocher le 7 septembre suivant du cancer qui le rongait, dans l'indifférence générale. "Dès l'aube du 17 mai 1997, des Kinois enthousiastes accouraient vers nous avec du pain, des sachets d'eau, voire des seaux d'eau pour nous laver", se rappelle Cédric Kabeya, alias Zimbabwe, fantassin ayant participé à cette opération l'année de ses 16 ans. Partie en octobre 1996 du Sud-Kivu (est), la guerre de "libération" conduite par M'Zee (le vieux sage) Kabila, un quasi-inconnu alors président de l'AFDL, a conquis l'ex-Zaïre en sept mois, avec l'aide de milliers de soldats rwandais aguerris et bien entraînés qui n'ont trouvé face à eux qu'une armée démotivée et sans moyens, peu encline à l'héroïsme. Il est le maréchal-président avait, dès le vendredi 16, anticipé l'arrivée des rebelles et quitté le pays dans la précipitation, abandonnant jusqu'à ses voitures blindées à l'aéroport de N'Djili. "La majorité des villes tombaient entre nos mains sans résistance de la part des hommes de Mobutu démoralisés et vomis par la population", se rappelle le général-major Jean Claude Kifwa, aujourd'hui commandant de la deuxième zone de défense. La liquidation du régime Mobutu est scellée le jour-même à Lubumbashi (sud-est), lorsque Laurent-Désiré Kabila s'autoproclame chef de l'État, devenant le troisième président du pays depuis l'indépendance du 30 juin 1960. Ce rescap des maquis "révolutionnaires" et anti-mobutistes des années 1960 prêté formellement serment le 29 mai à Kinshasa. Un décret-loi présidentiel renvoie le Parlement de transition - issu de la Conférence nationale souveraine (CNS) de 1991-1992 - au néant, et avec lui toutes les lois relatives à l'exercice du pouvoir. Le nouveau chef de l'État s'octroie le pouvoir de légiférer en attendant la promulgation d'une nouvelle Constitution, qui ne verra jamais le jour sous son régime. Le règne des libérateurs de l'AFDL, dont l'État-major est largement dirigé par des officiers rwandais, sera de courte durée. Mzee, soucieux de ménager un sentiment nationaliste exacerbé par la présence de soldats étrangers qui mettent en coupe réglée l'est du pays, qualifie rapidement l'AFDL de "conglomérat d'opportunistes et d'aventuriers assoiffés de pouvoir et portés au pillage", et renvoie chez eux tous les "libérateurs" étrangers. Il se brouille ainsi avec ses principaux soutiens, les présidents rwandais Paul Kagame et ougandais Yoweri Museveni - toujours au pouvoir. Et le 2 août 1998, une nouvelle rébellion éclate contre le régime kabiliste à l'initiative d'ex-militaires et de combattants banyamulenge, soutenus par le Rwanda, dans le Kivu et à Kinshasa, où ils sont défaits par les forces loyalistes. Le conflit dégénère rapidement en une guerre régionale, impliquant de multiples groupes armés et jusqu'à sept pays africains (Zimbabwe, Namibie, Angola et Tchad, alliés du gouvernement de Kinshasa, et Rwanda, Ouganda et Burundi soutenant les différents mouvements rebelles). La guerre, jusque début 2003, a fait directement et indirectement quelque quatre millions de morts, en majorité des civils, selon des estimations humanitaires. Les armées étrangères se sont retirées officiellement fin 2002 de RDC à la suite du cessez-le-feu conclu en juillet et août 1999 à Lusaka, par les gouvernements congolais, namibien, rwandais, ougandais, zimbabwéen, angolais, ainsi que par les rebelles du Mouvement de libération du Congo (MLC) et du Rassemblement congolais pour la Démocratie (RCD), qui contrôlent l'est du pays. Entre-temps, le tombeur de Mobutu, Laurent-Désiré Kabila, est assassiné le 16 janvier 2001 dans sa résidence du Palais de marbre à Kinshasa par un garde du corps. Son fils, Joseph Kabila, lui succède cinq jours plus tard, en s'engageant à "ramener la paix dans la région des Grands Lacs" et à "consolider la démocratie". Il reste chef de l'État en 2003 sous le régime de la transition, dans un système dit "1+4" (un président et quatre vice-présidents) qui ne prendra fin que par sa nouvelle investiture, le 6 décembre 2006, après les premières élections démocratiques organisées en 41 ans dans l'ex-Zaïre et sa victoire à la présidentielle par 58,05% des voix. Il a été élu en 2011, au terme d'un scrutin entaché d'irrégularités. Mais Joseph Kabila, au pouvoir depuis seize ans, est accusé par l'opposition de s'accrocher au pouvoir. Les élections présidentielle et législatives prévues en novembre dernier, ont été reportées à une date indéterminée, dans une ambiance d'accords non respectés de partage du pouvoir et de débauchages massifs d'opposants. La famille Mobutu souhaite pour sa part rapatrier la dépouille de l'ancien président, enterré "provisoirement" dans le carré chrétien du cimetière de Rabat. M. Kabila a annoncé en octobre 2013 le rapatriement à venir de la dépouille de Joseph Mobutu, mais cette promesse ne s'est pas encore concrétisée.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

